

L'AMI DE LA RELIGION

DE LA PATRIE.

JOURNAL ECCLESIASTIQUE, POLITIQUE ET COMMERCIAL.

12s. 6d. ANNÉE.

"Le trône chancelle quand l'honneur, la religion et la bonne foi ne l'environnent pas."

ANNÉE. 12s. 6d.

BUREAU DE REDACTION,
Rue Ste. Famille, No. 14.

QUEBEC, MERCREDI MATIN, 17 OCTOBRE, 1849.

BUREAU DE REDACTION
Rue Ste. Famille, No. 14.

ANNEXION.

Au Peuple du Canada.

Le nombre et l'étendue des maux qui affligent notre pays, la dépression générale et toujours croissante de ses intérêts matériels, invitent tous les citoyens animés du désir sincère de promouvoir son bonheur à se réunir et à s'entendre pour rechercher les causes et pour adopter les remèdes suggérés par l'examen sérieux et sans passion de notre position.

Appartenant à divers partis, à diverses origines, mais reconnaissant l'avantage d'un travail commun pour le bien de tous, travail que nous devons à nous mêmes et à notre pays, en vue d'un avenir plus serein et plus prospère, nous avons résolu d'oublier tous nos différents passés, quelque soit leur caractère ou leur source. En faisant un appel à nos frères colons pour s'unir à nous dans cet impérieux devoir, nous les conjurons, s'ils ont à cœur le succès et le bonheur de leur pays, d'en accepter l'accomplissement avec le même esprit de fraternité.

Le changement que la politique ancienne de la Grande-Bretagne a subi, et qui en leva aux colonies la protection dont elles avaient besoin sur ses marchés, a produit des résultats désastreux pour le Canada. En considérant l'état actuel du pays que voit-on partout, sinon la ruine ou une déorganisation rapide. Notre gouvernement et nos corporations municipales dans la gêne, les sécurités offertes par nos banques et autres institutions monétaires grandement dépréciées; nos intérêts agricoles et commerciaux également sans prospérité; la propriété foncière sans prix à quelque condition qu'on l'offre; nos incomparables rivières, nos lacs, nos canaux non utilisés; et nendant que le commerce abandonne nos rives, les capitaux amassés sous un système plus favorable sont dissipés sans aucune espérance de les voir remplacés. Ainsi sans capital disponible, incapable d'effectuer un emprunt avec des puissances étrangères, ou avec la métropole, quoique munie de garanties meilleurs que celles qui font obtenir des emprunts tant aux Etats-Unis qu'en Angleterre, toutes les fois que d'autres que des colons les recherchent; ainsi mutilées et embarrassées dans toute entreprise publique ou particulière, cette possession de la couronne anglaise, — notre patrie — git devant le monde en constraite humiliant avec nos proches voisins et révélant tous les symptômes d'une nation qui crole rapidement en ruine.

Avec des pouvoirs d'eau sans nombre et la main d'œuvre à bas prix, surtout dans le Bas-Canada, nous n'avons encore aucunes manufactures nationales, et aucun homme bien pensant, ne peut espérer la création, dans les circonstances présentes, de la production nationale, ou l'importation de capitaux étrangers suffisants pour entreprendre l'exploitation de cette grande source de richesse publique. Car nos institutions n'ont pas ce caractère de stabilité qui peut seul donner le crédit et inspirer la confiance, tandis que le marché canadien est trop peu important pour tenter le capitaliste étranger.

Les Etats-Unis sont couverts d'un réseau de chemins de fer; le Canada ne possède que trois lignes qui réunies forment à peine une longueur de cinquante milles et encore les actions dans deux de ces chemins sont-elles dans une baisse de 50 à 80 pour cent, symptôme fatal de la stagnation dans laquelle languit le pays.

Notre présente forme de gouvernement provincial est nuisible et entraîne des dépenses que les moyens du pays ne peuvent

rencontrer; et les relations qu'elle nécessite avec un gouvernement lointain, imparfaitement au fait des affaires canadiennes et en quelque sorte indifférent à nos intérêts, est anormale et fâcheuse; partant, dans le cas d'une rupture entre les deux plus puissantes nations du monde, le Canada leur servirait de champ de bataille et n'aurait qu'à en souffrir, quoique ses intérêts ne fussent que peu liés à la cause de leur querelle ou à l'issue de leurs démêlés.

Les amères animosités des partis politiques et des factions en Canada, qui ont conduit souvent à la violence, et, dans une circonstance, à la guerre civile, il n'y a pas non plus apparence aujourd'hui qu'elle diminue. L'aspect des partis devient chaque jour plus menaçant. Avec nos institutions et nos relations actuelles, il y a peu d'espoir que notre administration soit paisible et prospère, car les difficultés selon toute apparence, s'amoncèleront jusqu'à ce que le gouvernement devienne impraticable. Sous ce point de vue notre position, tout moyen qui tendra à effacer les distinctions de partis et poser devant le peuple des voies entièrement nouvelles, devra être accueilli avec d'immenses avantages.

Parmi les sages observateurs de la République voisine, en Canada, et dans toute l'Amérique Britannique du Nord, parmi toutes les classes de la société il existe la conviction profonde, qu'un bouleversement politique dans ce pays va avoir lieu. De tels présages ne peuvent être dédaignés, puisqu'ils tendent de plus en plus à réaliser les événements qu'ils signalent. Le Canada souffre en même temps beaucoup par l'effet de cette anticipation, puisque les colons qui font sa force et sa richesse, préfèrent naturellement, un pays soumis à des formes de gouvernement fixes et permanentes à un pays dans un état de transition.

Ayant ainsi dévoilé les causes de nos présentes infortunes, considérons combien les remèdes ordinairement proposés possèdent de conceptions rationnelles pour justifier leur abolition:

1^o Le rétablissement de la protection sur les marchés du Royaume-Uni.

Ce but, s'il est atteint à un degré suffisant, et s'il est garanti par une longue période d'années, améliorerait de beaucoup les principaux intérêts; mais la police de l'empire est là pour l'empêcher. En outre, ce ne serait qu'un remède temporaire. Les millions de la métropole demandent une subsistance à bas prix; et ce second changement de protection au commerce libre compléterait une ruine que le premier a presque déjà accompli.

2^o La protection des manufactures nationales.

Quoique cette mesure puisse être susceptible de favoriser l'accroissement des intérêts manufacturiers en Canada, néanmoins sans accès sur les marchés américains, ces intérêts manufacturiers ne trouveraient pas, faute de consommateurs, un débouché suffisant, pour avoir aucun résultat capable de remédier aux maux nombreux dont nous nous plaignons.

3^o Une union fédérale des Provinces Britanniques Américaines.

Les avantages que l'on proclame devoir être le résultat de cette combinaison, sont d'abord la liberté de commerce entre les différentes provinces, et en suite une diminution dans les dépenses du gouvernement. Or il est très problématique qu'on puisse atteindre le premier objet, et les bienfaits qu'on espère par anticipation du second pourraient nous être assurés par les lois sous l'existence même du système actuel.

L'accès sur les marchés des provinces-sœurs ne favoriseraient pas l'extension de notre commerce de bois; attendu que leurs forêts renferment un surplus de cet article de commerce; et les demandes de produits agricoles qu'elles nous adresseraient ne seraient pas assez considérables pour consommer la quantité de ces produits que nous pourrions fournir au commerce. Enfin ce n'est pas de ce côté que le Canada pourrait attendre et espérer un encouragement pour son industrie manufacturière. — Dès lors une union fédérale ne nous serait pas un remède.

4^o "L'indépendance des Colonies Britanniques de l'Amérique du Nord comme République fédérale."

L'affermissement de nos nouvelles institutions basées sur la réunion d'éléments jusqu'à présent si discordants; la négociation de traité avec les puissances étrangères, l'acquisition d'un nom et d'un rang parmi les nations; tout cela, nous le craignons fort, serait au dessus des forces de la nouvelle République étant placée à côté et à l'encontre de la puissante confédération des Etats-Unis, la défense militaire serait trop dispendieuse pour rendre l'indépendance profitable, tandis que pas plus que sous une union fédérale, l'indépendance n'écarterait les obstacles qui retardent notre prospérité matérielle.

5^o "La liberté d'échange avec les Etats-Unis des produits de l'agriculture, des bois et des mines."

Si nous obtenions cette liberté commerciale, elle ne serait toujours qu'une faible partie des avantages que nous pouvons obtenir autrement. Le libre échange de semblables produits ne nous donnerait pas avec lui l'établissement de manufactures dans notre pays. Ce libre échange ne nous donnerait pas pour marché le continent de l'Amérique du Nord. Il n'améliorerait pas non plus nos institutions de manière à leur donner des bases solides qui assureraient la permanence; il n'apaiserait pas la violence des partis, ni n'apporterait le plus léger soulagement à plusieurs de nos maux les plus saillants.

De tous les remèdes suggérés pour la guérison des maux évidents et intolérables dont notre pays est affligé, il n'en reste qu'un qui soit digne d'être pris en considération. Ce remède entraîne avec lui un changement complet et important dans notre condition sociale et politique, et renferme des considérations qui sont dignes de notre examen le plus sérieux. Il consiste dans UNE AMIABLE ET PACIFIQUE SÉPARATION DE LA GRANDE BRETAGNE ET UNE UNION SUR DES BASES ÉQUITABLES AVEC LA GRANDE CONFÉDÉRATION DES ÉTATS SOUVERAINS DE L'AMÉRIQUE DU NORD." Nous pouvons déclarer que nous ne nourrissons envers la Grande Bretagne que des sentiments de bienveillance et de respect. Sans son consentement nous croyons la séparation *ni praticable ni désirable*. Mais la politique de la métropole vis-à-vis de ses Colonies, les doctrines de ses principaux hommes d'état, l'opinion publique de la métropole, offrent des indices significatifs qui ne laissent plus de doute sur sa manière d'apprécier la conservation des colonies.

Il n'est plus douteux que l'Angleterre veuille nous charger du fardeau résultant de l'indépendance. Sa menace de retirer ses troupes des autres colonies; la continuation de sa protection militaire, envers nous à la condition expresse que nous devons payer les dépenses contingentes de l'occupation militaire, toutes ses intentions déjà formulées envers notre pays font qu'il

y aurait incurie de notre part, à ne pas nous prémunir contre ce que ces intentions présagent.

Dès-lors une impérieuse conviction de la nécessité de la séparation, et un sentiment élevé de nos devoirs envers notre pays, devoir que nous ne devons pas méconnaître, et dont nous ne devons pas retarder l'accomplissement, nous poussent à nourrir l'idée de la séparation; mais quelques puissent être les négociations qui pourraient s'ouvrir avec l'Angleterre, elles devraient être empreintes de la part du Canada d'un caractère de généreuse libéralité.

L'Union projetée ferait du Canada un champ ouvert aux capitaux américains, qui y seraient admis aussi librement que dans tous les autres états, et dès-lors nous aurions des capitaux tant pour les entreprises publiques que particulières. Cette union égaliserait la valeur des propriétés foncières de chaque côté des lignes, et doublerait probablement la totalité de sa valeur en Canada, tandis que d'un côté, autre elle aurait pour effet d'élever notre crédit public et privé, en assurant la stabilité de nos institutions et créant notre prospérité. Elle augmenterait notre commerce tant avec les Etats-Unis qu'avec les pays étrangers, et nécessairement ne diminuerait pas beaucoup nos échanges avec la Grande-Bretagne, dans laquelle la plupart de nos produits entreraient sur le même pied qu'aujourd'hui.

Cette union ferait de nos canaux et de notre fleuve la voie naturelle de l'immigration vers l'ouest et de l'exportation de ses produits, au grand avantage de notre pays. Elle ferait naître en outre des manufactures partout le Canada et cela aussi rapidement que dans les Etats du Nord. Dans le Bas-Canada, spécialement, où les pouvoirs d'eau abondent et où la main d'œuvre est à bas prix, le fait de cette union, attirerait les capitaux des manufacturiers, augmenterait la valeur des propriétés et des produits agricoles; donnerait un emploi lucratif et rendrait sa population très productive, tandis qu'elle ne l'est pas aujourd'hui.

Les Etats-Unis ne fourniraient pas simplement les capitaux nécessaires à nos manufactures, mais leur ouvriraient aussi sans l'intervention d'aucun officier de douane, le marché le plus étendu au monde. Nos chemins de fer seront aussitôt construits avec les capitaux américains et serviront à alimenter leurs grandes lignes qui s'approchent maintenant de nos frontières; en général, ces entreprises seront indubitablement aussi actives et prospères parmi nous que chez nos voisins. Nos produits agricoles obtiendraient aussitôt une valeur égale à ceux des Etats-Unis, tandis que le prix des instruments nécessaires à l'agriculture et des objets indispensables à la satisfaction des premiers besoins de la vie tels que le thé, le café et le sucre, serait de beaucoup diminué.

La valeur de notre bois de construction serait aussi considérablement augmenté par le libre accès des marchés américains, où il atteint un haut prix, mais où il est en même temps sujet à un droit très onéreux. Il y a en même temps toute plausibilité de croire nos constructions de vaisseaux tant à Québec que sur les grands lacs trouveraient un marché illimité dans toute les ports du continent américain. Il est indubitable que le commerce de navires aux Etats-Unis ne doive considérablement augmenter. — Il est évident aussi que chez eux les matériaux essentiels à la construction des vaisseaux, diminuent rapidement tandis que nous possédons d'immenses territoires, couverts de bois de qualité supé-

rieure, qui nous sera aussi avantageux qu'après, puisque possédant le système de commerce libre nos vaisseaux se vendraient aussi bien en Angleterre après l'annexion qu'avant.

Un gouvernement d'Etat à la fois simple et économique, dont le caractère distinctif est la responsabilité directe au peuple, serait immédiatement substitué à un système compliqué et dispendieux.

La paix et des sentiments de bienveillance entre ce pays et les Etats-Unis, remplaceraient la guerre et les craintes d'une rupture avec nos voisins. Les difficultés entre les Etats-Unis, et sa principale si non sa seule rivale parmi les nations, ne ferait par du Canada l'arène sanglante de leurs disputes ce qui dans nos relations actuelles devrait nécessairement arriver.

Que ce soit là, la condition peu enviable de notre état de dépendance de la Grande-Bretagne est un fait connu du monde entier et nous n'avons pas besoin de raisonner pour démontrer combien cet état est peu propre à engager les capitalistes prudents à faire des placements dans le pays, ou à porter des colons aisés à choisir pour eux et leurs enfants une demeure désignée à l'avance pour être le théâtre de guerres sanglantes.

On peut encore prévoir d'autres avantages que ceux qui influent directement sur nos intérêts matériels. L'annexion aux Etats-Unis changera le terrain des luttes politiques entre les races et les partis, calmera et fera disparaître l'irritation, les conflits de haine et les récriminations qui ont jusqu'à cette heure deshonorer notre société. Déjà par anticipation, nous jouissons de l'heureuse influence de cette idée éternelle des dissensions qui ont divisé toutes les classes, toutes les croyances et toutes les partis dans le pays. En changeant notre condition d'infériorité et de dépendance à celle de la liberté et de l'indépendance, nous prendrons un rang parmi les nations. Maintenant nous n'avons aucune voix dans les affaires de l'empire et nous ne participons en rien dans ses honneurs. L'Angleterre est notre métropole; vis-à-vis d'elle nous sommes dans une suggestion absolue et sans aucun rapport d'égalité. Devenus citoyens des Etats-Unis le service public sera un champ ouvert à tous, et nous y trouverons un théâtre de distinction élevée et honorable sur lequel nous et nos descendants serait accueillis avec une parfaite égalité.

Cette séparation du Canada d'avec la Grande-Bretagne ne serait pas un avantage exclusif pour nous seuls. Le soulagement que procurerait à la métropole la cessation des dépenses énormes qu'elle encourage par l'occupation militaire du pays, la disparition de causes nombreuses de difficultés avec les Etats-Unis qui résultent de la possession mutuelle d'immenses territoires limitrophes aussi étendus, le profit d'un marché plus considérable créé par la prospérité croissante du Canada, sont des considérations qui, aux yeux de ses hommes d'état les plus distingués, rendent notre fusion dans la confédération Américaine un but désirable.

De même l'annexion du Canada aux Etats-Unis présente d'importants résultats pour ceux-ci. L'éloignement de leurs frontières d'une nation puissante, qui dans un temps de guerre pourrait nuire fortement au commerce des lacs, commerce déjà considérable et qui va toujours augmentant, la faculté de s'exempter des grandes dépenses de bureaux de douanes sur une étendue de plusieurs centaines de milles de frontières, l'addition considérable à son